



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail - Justice - Solidarité
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
SOCIÉTÉ GUINÉENNE
DU PATRIMOINE MINIER

E-mail : infos@soguipami.net - Site Web : www.soguipami.net
Tél : 669 30 16 16 Immeuble Fria Base Kaloum BP : 931 CONAKRY - GUINEE

SOCIETE GUINENNE DE PATRIMOINE MINIER SAU
(SOGUIPAMI)

RAPPORT GENERAL ET RAPPORTS SPECIAUX DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

SOCIETE GUINENNE DE PATRIMOINE MINIER SAU (SOGUIPAMI)**IMMEUBLE FRIGUIABE - KALOUM - CONAKRY****RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux représentants de l’Actionnaire unique de la société Guinéenne de Patrimoine Minier, S.A.U. (SOGUIPAMI),

En exécution de la mission qui nous a été confiée suivant les dispositions légales, nous vous présentons notre rapport relatif à l’exercice clos le 31 décembre 2023 sur :

1. L’audit des états financiers annuels de la société Guinéenne de Patrimoine Minier, S.A.U. (SOGUIPAMI), tels qu’ils sont joints au présent rapport ;
2. Les vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations.

I. AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS**Opinion**

Nous avons effectué l’audit des états financiers annuels de la société Guinéenne de Patrimoine Minier, S.A.U. (SOGUIPAMI), comprenant le bilan au 31 décembre 2023, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que les notes aux états financiers.

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la société Guinéenne de Patrimoine Minier, S.A.U. (SOGUIPAMI), ainsi que de la performance financière pour l’exercice clos au 31 Décembre 2023, conformément au référentiel comptable SYSCOHADA applicable en Guinée.

Fondement de l’opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d’audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d’éthique des professionnels de la comptabilité et de l’audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l’audit dans les pays membres de l’OHADA et les règles d’indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes, et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par le Conseil d'Administration de la société Guinéenne de Patrimoine Minier, S.A.U. (SOGUIPAMI).

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du commissaire aux comptes.

II. VERIFICATIONS SPECIFIQUES PREVUES PAR LA LOI ET AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion et les documents adressés aux représentants de l'Actionnaire unique sur la situation financière.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux représentants de l'Actionnaire Unique sur la situation financière et les états financiers annuels, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard et nous n'avons pas d'autre observation.

Conakry, le 25 janvier 2024

Le Commissaire aux comptes

Audit Guinée



Bachir TOURE

Associé

ANNEXE PORTANT RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de commissariat aux comptes.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée,

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par le Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit prévu par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes;
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA.
- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;
- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables;
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées

significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit

- nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués au Conseil d'Administration, nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, au Conseil d'Administration ;
- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;
- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport,

nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;

- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport;
- nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du Conseil d'Administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les associés est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- nous devons signaler à la plus prochaine Assemblée Générale, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

SOMMAIRE

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	1-3
I – AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS	
II – VERIFICATIONS SPECIFIQUES PREVUES PAR LA LOI ET AUTRES INFORMATIONS	
ANNEXE PORTANT RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L’AUDIT DES ETATS FINANCIERS	4-6
ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2023	8-13
BILAN	14-15
COMPTE DE RESULTAT	16-17
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	18-19
NOTES ANNEXES	20-43
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES AU 31 DECEMBRE 2023	44-46
ATTESTATION SUR LE MONTANT GLOBAL DES REMUNERATIONS VERSEES AUX CINQ SALARIES LES MIEUX RENUMERES	47-48
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES REMUNERATIONS EXCEPTIONNELLES ET REMBOURSEMENT DE FRAIS DE VOYAGE AU PROFIT DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	4-50

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2023

REPUBLIQUE DE GUINEE

MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION NATIONALE DES IMPOTS

CENTRE DE DEPÔT DE : Kaloum Conakry

**ETATS FINANCIERS NORMALISES
SYSTEME COMPTABLE (SYSCOHADA)**

EXERCICE CLOS LE : 31/12/2023

DESIGNATION DE L'ENTITE

DESIGNATION SOCIALE : Société Guinéenne du Patrimoine Minier
(ou nom et prénoms de l'exploitant)

SAU

SIGLE USUEL : SOGUIPAMI

ADRESSE COMPLETE : Immeuble Fria Base - Commune de Kaloum

N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 985117811

SYSTEME NORMAL

Documents déposés

Réservé à la Direction Générale des Impôts

Fiche d'identification et renseignements divers	X
Bilan	X
Compte de résultat	X
Tableau des flux de trésorerie	X
Notes annexes	X
Nombre de pages déposées par exemplaires
Nombre d'exemplaires déposés

Date de dépôt
Nom de l'agent de la DGI ayant réceptionné le dépôt
Signature de l'agent et cachet du service

ADN

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
 Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
 Durée (en mois) : **12**

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS 2

		Contrôle de l'entreprise (cocher la case)	
ZK	Forme juridique (1) :	0 0	ZQ Entreprise sous contrôle public <input checked="" type="checkbox"/>
ZL	Régime fiscal (1) :	0 1	ZQ Entreprise sous contrôle privé national <input type="checkbox"/>
ZM	Pays du siège social (1) :	1 5	ZS Entreprise sous contrôle privé étranger <input type="checkbox"/>
ZN	Nombre d'établissement dans le pays :	0 1	
ZO	Nombre d'établissement hors du pays pour lesquels une comptabilité distincte est tenue :	0 0	
ZP	Première année d'exercice dans le pays :	2 0 1 6	

ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Désignation de l'activité ⁽²⁾	Code nomenclature d'activité ⁽¹⁾	Chiffre d'affaires HT (CA HT)	% activité dans le CA HT
Droits de suite et commercialisation	_ _ _ _ _ _ _	162 612 956 049	100,00%
	_ _ _ _ _ _ _		
	_ _ _ _ _ _ _		
	_ _ _ _ _ _ _		
	_ _ _ _ _ _ _		
	_ _ _ _ _ _ _		
Divers			
	TOTAL	162 612 956 049	100,00%

⁽¹⁾ NOTE 36

⁽²⁾ Lister de manière précise les activités dans l'ordre décroissant du C.A.HT

BILAN

BILAN

REF	ACTIF	NOTE	EXERCICE N			EXERCICE N-1	REF	PASSIF	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
			BRUT	AMORT/PROV	NET	NET				NET	NET
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1	28 528 232 087	95 999 997	28 432 232 090	12 996 888 888	CA	Capital	13	10 000 000 000	5 816 927 284
AE	Frais de développement et de prospection		28 432 232 087	-	28 432 232 087	12 996 888 885	CB	Apporteurs capital non appelé	13	-	-
AF	Brevets, Licences, Logiciels droits similaires		96 000 000	95 999 997	3	3	CD	Primes d'apport d'émission, de fusion	14	-	-
AG	Fonds commercial et droit au bail		-	-	-	-	CE	Ecart de réévaluation	3e	-	-
AH	Autres immobilisations incorporelles		-	-	-	-	CF	Réserves indisponibles	14	1 000 000 000	1 000 000 000
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2	14 239 261 601	7 120 166 206	7 119 095 395	6 312 943 091	CG	Réserves libres	14	29 404 933 283	13 588 005 999
AJ	Terrains (1)		1 642 590 000	-	1 642 590 000	1 642 590 000	CH	Report à nouveau	14	19 198 222 718	9 137 911 402
	Placement en Net										
AK	Batiments		2 252 628 581	-	2 252 628 581	2 252 628 581	CJ	Résultat net de l'exercice	14	76 074 977 431	80 060 311 316
	Placement en Net										
AL	Aménagement, agencements et installations		415 842 630	134 684 472	281 158 158	357 742 421	CL	Subvention d'investissement	15	-	-
AM	Matériel, mobilier et actifs biologiques		4 625 895 512	3 245 447 854	1 380 447 658	726 679 091	CM	Provisions réglementées	15	-	-
AN	Matériel transport		5 302 304 878	3 740 033 880	1 562 270 998	1 333 302 998	CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		135 678 133 432	109 603 156 001
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	3	-	-	-	-	DA	Emprunts et dettes financières	16	-	-
AQ	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4	30 570 000	-	30 570 000	30 570 000	DB	Dettes de location acquisition	16	-	-
AR	Titre de participation		28 000 000	-	28 000 000	28 000 000	DC	Provisions financières pour risques et charges	16	-	-
AS	Autres immobilisations financières		2 570 000	-	2 570 000	2 570 000	DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		-	-
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		42 798 063 688	7 216 166 203	35 581 897 485	19 340 401 979	DF	TOTAL RESSOURCES STABLES		135 678 133 432	109 603 156 001
BA	ACTIF CIRCULANT HAO	5	-	-	-	-	DH	Dettes circulantes HAO	5	-	-
BB	STOCKS ET ENCOURS	6	-	-	-	-	DI	Clients, avances reçues	7	-	-
BG	CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES		2 584 470 436	-	2 584 470 436	2 617 715 759	DJ	Fournisseurs d'exploitation	17	385 799 602	582 137 100
BH	Fournisseurs avances versées	17	-	-	-	-	DK	Dettes fiscales et sociales	18	21 754 927 971	31 395 538 677
BI	Clients	7	-	-	-	-	DM	Autres dettes	19	125 000 000	10 559 600
BJ	Autres créances	8	2 584 470 436	-	2 584 470 436	2 617 715 759	DN	Provisions pour risques a court terme	19	-	-
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT		2 584 470 436	-	2 584 470 436	2 617 715 759	DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT		22 265 727 573	31 988 235 377
BQ	Titres de placement	9	-	-	-	-					
BR	Valeurs à encaisser	10	-	-	-	-	DQ	Banques, crédits d'escompte	20	-	-
BS	Banques, chèques postaux, caisse et assimilés	11	119 777 493 084	-	119 777 493 084	119 633 273 640	DR	Banques, crédits de trésorerie et découvert	20	-	-
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF		119 777 493 084	-	119 777 493 084	119 633 273 640	DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF		-	-
BU	Ecart de conversion-Actif	12	-	-	-	-	DV	Ecart de conversion-Passif	12	-	-
BZ	TOTAL GENERAL		165 160 027 208	7 216 166 203	157 943 861 005	141 591 391 378	DZ	TOTAL GENERAL		157 943 861 005	141 591 391 378

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT

Cabinet ADN Audit & Expertise GUINEE

REF	LIBELLES		NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N - 1	
				NET	NET	
TA	Ventes de marchandises	A	+	21	-	-
RA	Achats de marchandises		-	22	-	-
RB	Variation de stocks		-/+	6	-	-
XA	MARGE COMMERCIALE (Somme TA à RB)				-	-
TB	Ventes de produits fabriqués	B	+	21	-	-
TC	Travaux, services vendus	C	+	21	162 612 956 049	134 945 842 707
TD	Produits accessoires	D	+	21	-	-
XB	CHIFFRE D'AFFAIRES (A + B + C + D)				162 612 956 049	134 945 842 707
TE	Production stockée (ou déstockage)		-/+	6	-	-
TF	Production immobilisée			21	-	-
TG	Subventions d'exploitation			21	-	-
TH	Autres produits		+	21	125 000 000	-
TI	Transfert de charges d'exploitation		+	12	-	-
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		-	22	-	-
RD	Variation de stocks		-/+	6	-	-
RE	Autres achats		-	22	- 1 148 678 024	- 891 749 853
RF	Variation de stocks		-/+	6	-	-
RG	Transports		-	23	- 20 234 000	- 821 122 574
RH	Services extérieurs		-	24	- 44 050 943 420	- 8 642 416 973
RI	Impôts et taxes		-	25	- 393 705 774	- 245 125 427
RJ	Autres charges		-	26	- 1 044 328 260	- 912 810 675
XC	VALEUR AJOUTEE (XB + RA + RB) + (somme TE à RJ)				116 080 066 571	123 432 617 205
RK	Charges personnel		-	27	- 6 061 479 554	- 5 613 574 937
XD	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC + RK)				110 018 587 017	117 819 042 268
TJ	Reprises d'amortissement, provisions et dépréciations		+	28	-	283 338 824
RL	Dotations aux amortissement, provisions et dépréciations		-	3C&28	- 932 297 404	- 782 202 874
XE	RESULTAT D'EXPLOITATION (XD+TJ+RL)				109 086 289 613	117 320 178 218
TK	Revenus financiers et assimilés		+	29	526 364 479	650 625 966
TL	Reprises d'amortissement, provisions et dépréciations		+	28	-	-
TM	Transfert de charges		+	12	-	-
RM	Frais financiers et charges assimilées		-	29	- 934 115 261	- 3 173 216 768
RN	Dotations aux amortissement, provisions et dépréciations		-	3C&28	-	-
XF	RESULTAT FINANCIER (somme TK à RN)				- 407 750 782	- 2 522 590 802
XG	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (XE + XF)				108 678 538 831	114 797 587 416
TN	Produits des cessions d'immobilisations		+	3D	-	-
TO	Autres Produits HAO		+	30	-	-
RO	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		-	3D	-	-
RP	Autres Charges HAO		-	30	-	- 100 000 000
XH	RESULTAT HORS ACTIVITES ORIDNAIRES (somme TN à RP)				-	- 100 000 000
RQ	Participations des travailleurs		-	30	-	-
RS	Impôts sur le résultat		-		- 32 603 561 400	- 34 637 276 100
XI	RESULTAT NET (XG+XH+RQ+RS)				76 074 977 431	80 060 311 316

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
 Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
 Durée (en mois) : **12**

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Cabinet ADN Audit & Expertise GUINEE

REF	LIBELLES	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N - 1
ZA	Trésorerie nette au 1er Janvier (Trésorerie actif N-1 - Trésorerie passif N-1)	A	119 633 273 640	31 730 265 770
	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
FA	Capacité d'Autofinancement Global (CAFG)		77 007 274 835	80 559 175 366
FB	- Variation de l'Actif circulant HAO (1)		-	-
FC	- Variation des stocks		-	-
FD	- Variation des créances et emplois assimilés (1)		33 245 323	- 2 565 198 321
FE	+ Variation du passif circulant (1)		- 9 722 507 804	24 616 307 711
	Variation du BFG lié aux activités opérationnelles (FB+FC+FD+FE) : - 9 689 262 481 22 051 109 390			
ZB	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (somme FA à FE)	B	67 318 012 354	102 610 284 756
	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements			
FF	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		- 15 435 343 202	- 1 601 108 309
FG	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		- 1 738 449 708	- 3 106 168 577
FH	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-	-
FI	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
FJ	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		-	-
ZC	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements (somme FF à FJ)	C	- 17 173 792 910	- 4 707 276 886
	Flux de trésorerie provenant du financement par les capitaux propres			
FK	+ Augmentations de capital par apports nouveaux		-	-
FL	+ Subventions d'investissement reçues		-	-
FM	- Prélèvement sur le capital		-	-
FN	- Distribution de dividendes		- 50 000 000 000	- 10 000 000 000
ZD	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (somme FK à FN)	D	- 50 000 000 000	- 10 000 000 000
	Trésorerie provenant du financement par les capitaux étrangers			
FO	+ Emprunts		-	-
FP	+ Autres dettes financières		-	-
FQ	- Remboursement des emprunts et autres dettes financières		-	-
ZE	Flux de trésorerie provenant des capitaux étrangers (somme FO à FQ)	E	-	-
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités de financement (D+E)	F	- 50 000 000 000	- 10 000 000 000
ZG	VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE DE LA PERIODE (B+C+F)	G	144 219 444	87 903 007 870
ZH	Trésorerie nette au 31 décembre (G +A) Contrôle : Trésorerie actif N - Trésorerie passif N = 119 777 493 084	H	119 777 493 084	119 633 273 640

(1) à l'exclusion des variations liées aux créances et dettes sur cessions et acquisitions d'immobilisations. Ces variations sont prises en compte pour déterminer les décaissement liés aux acquisitions d'immobilisation (en cas d'acquisition à crédit) et les encaissement liés aux cessions d'immobilisation (en cas de cession à crédit)

NOTES ANNEXES

Liste des Notes Annexes

NOTES	INTITULES	A	N/A
NOTE 1	DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES		X
NOTE 2	INFORMATIONS OBLIGATOIRES	X	
NOTE 3A	IMMOBILISATION BRUTE		X
NOTE 3B	BIENS PRIS EN LOCATION ACQUISITION		X
NOTE 3C	IMMOBILISATIONS : AMORTISSEMENTS	X	
NOTE 3D	IMMOBILISATIONS : PLUS-VALUES ET MOINS VALUE DE CESSION		X
NOTE 3E	INFORMATIONS SUR LES REEVALUATIONS EFFECTUEES PAR L'ENTITE		X
NOTE 4	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	X	
NOTE 5	ACTIF CIRCULANT ET DETTES CIRCULANTES HAO		X
NOTE 6	STOCKS ET ENCOURS		X
NOTE 7	CLIENTS		X
NOTE 8	AUTRES CREANCES	X	
NOTE 8 A	TABLEAU D'ETALEMENT DES CHARGES IMMOBILISEES ET DES PROVISIONS POUR CHARGES A REPARTIR		X
NOTE 9	TITRES DE PLACEMENT		X
NOTE 10	VALEUR A ENCAISSER		X
NOTE 11	DISPONIBILITES	X	
NOTE 12	ECARTS DE CONVERSION ET TRANSFERTS DE CHARGES		X
NOTE 13	CAPITAL : VALEUR NOMINALE DES ACTIONS OU PARTS	X	
NOTE 14	PRIMES ET RESERVES	X	
NOTE 15 A	SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES		X
NOTE 15 B	AUTRES FONDS PROPRES		X
NOTE 16A	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		X
NOTE 16B	ENGAGEMENT DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES (METHODE ACTUARIELLE)		X
NOTE 16B bis	ENGAGEMENT DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES (METHODE ACTUARIELLE)		X
NOTE 16C	ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS		X
NOTE 17	FOURNISSEURS D'EXPLOITATION	X	
NOTE 18	DETTES FISCALES ET SOCIALES	X	
NOTE 19	AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT TERME	X	
NOTE 20	BANQUES, CREDIT D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE		X
NOTE 21	CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS	X	
NOTE 22	ACHATS	X	
NOTE 23	TRANSPORTS	X	
NOTE 24	SERVICES EXTERIEURS	X	
NOTE 25	IMPOTS ET TAXES	X	
NOTE 26	AUTRES CHARGES	X	
NOTE 27A	CHARGES DE PERSONNEL	X	
NOTE 27B	EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR		X
NOTE 28	PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN		X
NOTE 29	CHARGES ET REVENUS FINANCIERS	X	
NOTE 30	AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO	X	
NOTE 31	REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARATERISTIQUES DES CINQ DERNIERS EXERCICES	X	
NOTE 32	PRODUCTION DE L'EXERCICE		X
NOTE 33	ACHATS DESTINES A LA PRODUCTION		X
NOTE 34	FICHE DE SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS	X	
NOTE 35	LISTE DES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES A FOURNIR (Note obligatoire pour les entités ayant un effectif de plus de 250 salariés)	X	
NOTE 36	TABLES DES CODES	X	

A : Applicable N/A : Non Applicable

Les Notes annexes non documentées ne doivent pas être jointes aux états financiers.

Les notes doivent être commentées : Pas de mention "RAS" ni de "NEANT"

Leur contenu peut être amélioré par les entités.

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier** Exercice clos le **31/12/2023**
Numéro d'identification : **985117811** Durée (en mois) : **12**

NOTE 2
INFORMATIONS OBLIGATOIRES

A - DECLARATION DE CONFORMITE AU SYSCOHADA

Les états financiers sont établis en conformité avec le Système comptable OHADA et l'Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière.

B - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été confectionnés dans le respect des postulats, des conventions et des règles d'évaluation édictés par le SYSCOHADA et l'Acte Uniforme.

C-DEROGATIONS AUX POSTULANTS ET CONVENTIONS COMPTABLES

Respect de tous les postulats et conventions comptables sans aucune dérogation.

**D - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN, AU COMPTE DE RESULTAT ET AU
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

Pas d'informations complémentaires relatives aux autres états financiers.

NOTE 3A
IMMOBILISATION BRUTE

SITUATIONS ET MOUVEMENTS RUBRIQUES	MONTANT BRUT A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	Acquisitions Apports Créations	Virements de poste à poste	Suite à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice	Cessions Scissions Hors service	Virement de poste à poste	MONTANT BRUT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 092 888 885	17 559 207 439	-	-	2 123 864 237	-	28 528 232 087
Frais de développement et de prospection	12 996 888 885	17 559 207 439	-	-	2 123 864 237	-	28 432 232 087
Brevets, licences, logiciels	96 000 000	-	-	-	-	-	96 000 000
Fonds commercial et droit de bail	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 513 277 160	1 738 449 708	-	-	12 465 267	-	14 239 261 601
Terrains hors immeuble du placement	1 642 590 000	-	-	-	-	-	1 642 590 000
Terrains -immeuble du placement	-	-	-	-	-	-	-
Bâtiments hors immeuble du placement	2 252 628 581	-	-	-	-	-	2 252 628 581
Bâtiments immeuble du placement	-	-	-	-	-	-	-
Aménagements, agencements et installations	415 842 630	-	-	-	-	-	415 842 630
Matériel, mobilier et actifs biologiques	3 655 250 779	983 110 000	-	-	12 465 267	-	4 625 895 512
Matériel de transport	4 546 965 170	755 339 708	-	-	-	-	5 302 304 878
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMOBILISATIONS	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30 570 000	-	-	-	-	-	30 570 000
Titres de participation	28 000 000	-	-	-	-	-	28 000 000
Autres immobilisations financières	2 570 000	-	-	-	-	-	2 570 000
TOTAL GENERAL	25 636 736 045	19 297 657 147	-	-	2 136 329 504	-	42 798 063 688

Commentaire :

* Toute variation significative doit être commentée

* Détailler les éléments constitutifs du fonds commercial et indiquer la date d'acquisition

* Pour l'immobilisation incorporelle relative à la concession faire un descriptif de l'accord

* Indiquer :

- _ la nature de la créance
- _ la durée de la concession
- _ l'échéance

* Indiquer les créances du groupe avec nature et date d'échéance

* Pour les banques, DAT indiquer le nom de la banque le montant et la date d'échéance.

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
 Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
 Durée (en mois) : **12**

NOTE 3C
IMMOBILISATIONS (AMORTISSEMENTS)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS RUBRIQUES	A	B	C	D = A + B - C
	AMORTISSEMENTS CUMULES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATION : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS : Amortissements relatifs aux éléments sortis de l'actif	CUMUL DES AMORTISSEMNT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Frais de développement et de prospection	-	-	-	-
Brevets, licences, logiciels et droits similaires	95 999 997	-	-	95 999 997
Fonds commercial et droit au bail	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	95 999 997	-	-	95 999 997
Terrains hors immeuble placement	-	-	-	-
Terrains immeuble placement	-	-	-	-
Bâtiments hors immeuble de placement	-	-	-	-
Bâtiments immeuble de placement	-	-	-	-
Aménagement, agencement et Installations	58 100 209	153 168 526	76 584 263	134 684 472
Matériel, mobilier et actifs biologiques	2 928 571 688	605 537 043	288 660 877	3 245 447 854
Matériel de transport	3 213 662 172	1 052 743 416	526 371 708	3 740 033 880
SOUS TOTAL : IMMOBILISATION CORPORELLES	6 200 334 069	1 811 448 985	891 616 848	7 120 166 206
TOTAL GENERAL	6 296 334 066	1 811 448 985	891 616 848	7 216 166 203

Commentaire :

* *Indiquer*

_ *les modes d'amortissement utilisés ;*

_ *la durée de vie ou les taux d'amortissements utilisés.*

NOTE 4

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Titres de participation	28 000 000	28 000 000		28 000 000	-	-
Prêts et créances	-	-		-	-	-
Prêt au personnel	-	-		-	-	-
Créances sur l'état	-	-		-	-	-
Titres immobilisés	-	-		-	-	-
Dépôts et cautionnement	2 570 000	2 570 000		2 570 000	-	-
Intérêts courus	-	-		-	-	-
TOTAL BRUT	30 570 000	30 570 000		30 570 000	-	-
Dépréciation titres de participation	-	-		-	-	-
Dépréciations autres immobilisations	-	-		-	-	-
TOTAL NET DE DEPRECIATION	30 570 000	30 570 000		30 570 000	-	-

Liste des filiales et participations :

Dénomination sociale	Localisation (ville/ pays)	Valeur d'acquisition	% Détenu	Montant des capitaux propres propres filiale	Résultat dernier exercice filiale
		-		-	-
		-		-	-
		-		-	-
		-		-	-
		-		-	-

Commentaire :

- * Justifier toute variation significative
- * Commenter toutes les créances anciennes
- * Pour les créances relatives à la concession, faire un descriptif de l'accord.
- * Indiquer :
 - _ la nature de la créance ;
 - _ la durée de la concession ;
 - _ l'échéance.
- * Indiquer le nombre et la date d'acquisition des actions ou parts propres.
- * Dépréciation : indiquer les événements et les circonstances qui ont motivé la dépréciation ou la reprise

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
 Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
 Durée (en mois) : **12**

NOTE 8
AUTRES CREANCES

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Personnel	-	-		-	-	-
Organisations sociaux	575 000	-		575 000	-	-
Etat et Collectivités publiques	34 244 549	22 954 500	49%	34 244 549	-	-
Organismes internationaux	-	-		-	-	-
Apporteurs, associés et groupe	-	-		-	-	-
Compte transitoire ajustement spécial lié à la revision du SYSCOHADA	-	-		-	-	-
Autres débiteurs divers	2 549 650 887	2 594 761 259	-2%	2 549 650 887	-	-
Comptes permanents non bloqués des établissements et des succursales	-	-		-	-	-
Comptes de liaison charges et produits	-	-		-	-	-
Comptes de liaison des sociétés en participation	-	-		-	-	-
TOTAL BRUT AUTRES CREANCES	2 584 470 436	2 617 715 759	-1%	2 584 470 436	-	-
Dépréciations des autres créances	-	-		-	-	-
TOTAL NET DE DEPRECIATION	2 584 470 436	2 617 715 759	-1%	2 584 470 436	-	-

Commentaire :

- * Justifier toute variation significative
- * Détailler les créances dont le montant est significatif.
- * Justifier les créances anciennes.
- * Indiquer les événements et circonstances qui ont conduit à la dépréciation et à la reprise.
- * Compte transitoire ajustement spécial, indiquer le détail du compte et la durée restant pour l'apurement.

NOTE 11
DISPONIBILITES

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Banques locales	117 228 790 662	119 633 064 808	-2%
Banques autres états région	-	-	
Banques, dépôts à terme	-	-	
Autres Banques	-	-	
Banques intérêts courus	-	-	
Chèques postaux	-	-	
Autres établissement financiers	-	-	
Etablissement financiers intérêts courus	-	-	
Instruments de trésorerie	-	-	
Caisse	2 548 702 422	208 832	1220356%
Régies d'avances et virements accreditifs	-	-	
TOTAL BRUT DISPONIBILITES	119 777 493 084	119 633 273 640	0%
Dépréciations	-	-	
TOTAL NET DE DEPRECIATION	119 777 493 084	119 633 273 640	0%

Commentaire :

- * Indiquer la date de rapprochement des comptes bancaires.
- * Indiquer la date d'inventaire de la caisse et des instruments de monnaie électronique.
- * Justifier toute variation significative.
- * Détailler les instruments de monnaie électronique si le montant est significatif.
- * Indiquer les événements et circonstances qui ont conduit à la dépréciation et à la reprise.

NB : Banques intérêts courus et Etablissement financiers intérêts courus figurent dans cette rubrique en négatif si le compte principal attaché est débiteur.

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le
Durée (en mois) :

31/12/2023
12

NOTE 13
CAPITAL

Valeur nominal des actions ou parts : 100 000

Nom et prénoms	Nationalité	Nature des actions ou parts (ordinaires ou préférences)	Nombre	Montant total	Cessions ou remboursements en cours d'exercice
Etat guinéen	Guinéenne	Ordinaire	100000	10 000 000 000	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
				-	-
Apporteur, capital non appelé				-	
TOTAL				10 000 000 000	

Commentaire :

- * Indiquer si possible le montant du capital à la constitution
- * Indiquer si possible les dates des AGE et le montant du capital augmenté en cas d'augmentation de capital.
- * Indiquer si possible les dates des AGE et le montant du capital diminué en cas de réduction de capital
- * Indiquer les avantages accordés aux actions de préférence.
- * Apporteurs, capital non appelé : indiquer le détail restant pour appeler le capital.

NOTE 14
PRIMES ET RESERVES

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en valeur absolue
Primes d'apport	-	-	-
Primes d'émission	-	-	-
Primes de fusion	-	-	-
Primes de conversion	-	-	-
Autres primes	-	-	-
TOTAL PRIMES	-	-	-
Réserves légales	1 000 000 000	1 000 000 000	-
Réserves statutaires	-	-	-
Réserves de plus-values nettes à long terme	-	-	-
Réserves d'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants	-	-	-
Autres réserves réglementées	-	-	-
TOTAL RESERVES INDISPONIBLES	1 000 000 000	1 000 000 000	-
Réserves libres	29 404 933 283	13 588 005 999	15 816 927 284
Report à nouveau	19 198 222 718	9 137 911 402	10 060 311 316

Commentaire :

- * Indiquer la date de l'AGE qui a décidé des primes d'apport, d'émission de fusion.
- * Indiquer le détail des réserves libres.
- * Indiquer le montant et le taux de dotation de la réserve légale.
- * Indiquer la date de l'AGO qui justifie la variation des réserves et du report à nouveau.

NOTE 17
FOURNISSEURS D'EXPLOITATION

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Fournisseurs dettes en compte (hors groupe)	177 299 598	459 637 100	-61%	177 299 598	-	-
fournisseurs effets à payer (hors groupe)	-	-		-	-	-
fournisseurs, dettes et effets à payer groupe	-	-		-	-	-
Fournisseurs factures non parvenues (hors groupe)	208 500 004	122 500 000	70%	208 500 004	-	-
Fournisseurs factures non parvenues groupe	-	-		-	-	-
TOTAL FOURNISSEURS	385 799 602	582 137 100	-34%	385 799 602	-	-
Fournisseurs, avances et acomptes (hors groupe)	-	-		-	-	-
Fournisseurs, avances et acomptes groupe)	-	-		-	-	-
Autres fournisseurs débiteurs	-	-		-	-	-

Commentaire :

- * Commenter toutes variations significatives
- * Indiquer pour les dettes du groupe, le nom de la société du groupe et le % de titres détenus.
- * Commenter les dettes anciennes.

NOTE 18
DETTES FISCALES ET SOCIALES

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Personnel avances et acomptes	1 887 540	1 887 540		1 887 540	-	-
Personnel rémunérations	1 925 000	-		1 925 000	-	-
Autres personnel	120 000 000	200 000 000	-40%	120 000 000	-	-
Caisse de sécurité sociale	-	-		-	-	-
Caisse de retraite	-	-		-	-	-
Autres organismes sociaux	-	-		-	-	-
TOTAL DETTES SOCIALES	123 812 540	201 887 540	-39%	123 812 540	-	-
Etat, impots sur les bénéfices	21 058 957 276	30 605 638 576	-31%	21 058 957 276	-	-
Etat, impots et taxes	-	-		-	-	-
Etat, TVA	-	-		-	-	-
Etat impots retenus à la source	572 158 155	588 012 561	-3%	572 158 155	-	-
Autres dettes Etat	-	-		-	-	-
TOTAL DETTES FISCALES	21 631 115 431	31 193 651 137	-31%	21 631 115 431	-	-

Commentaire :

- * Commenter toute variation significative
- * Commenter les dettes anciennes.

NOTE 19
AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT TERME

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Organismes internationaux	-	-		-	-	-
Apporteurs, opérations sur le capital	-	-		-	-	-
Associés, compte courant	-	-		-	-	-
Associés, dividende à payer	-	-		-	-	-
Groupe, comptes courants	-	-		-	-	-
Autres dettes associés	-	10 559 600	-100%	-	-	-
TOTAL DETTES ASSOCIES	-	10 559 600	-100%	-	-	-
Créditeurs divers	-	-		-	-	-
Obligataires	-	-		-	-	-
Rémunérations d'administrateurs	-	-		-	-	-
Compte du factor	-	-		-	-	-
Versement restant à effectuer sur titres de placement non libérés	-	-		-	-	-
Compte transitoire ajustement spécial lié à la révision du SYSCOHADA	-	-		-	-	-
Autres créditeurs divers	125 000 000	-		125 000 000	-	-
TOTAL CREDITEURS DIVERS	125 000 000	-		125 000 000	-	-
Comptes permanents non bloqués des établissement et des succursales	-	-		-	-	-
Comptes de liaison charges et produits	-	-		-	-	-
Comptes de liaison des sociétés en participations	-	-		-	-	-
TOTAL COMPTES DE LIAISON	-	-		-	-	-
TOTAL AUTRES DETTES	125 000 000	10 559 600	1084%	125 000 000	-	-
Provisions pour risques à court terme (voir note 28)	-	-		-	-	-

Commentaire :

- * Commenter toute variation significative
- * Indiquer le taux de rémunération si compte rémunéré.
- * Commenter les dettes anciennes.
- * Compte transitoire ajustement spécial, indiquer le détail du compte et la durée restant pour l'apurement.

NOTE 21
CHIFFRE D'AFFAIRES et AUTRES PRODUITS

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Ventes dans la région	-	-	
Ventes hors région	-	-	
Vente groupe	-	-	
Ventes sur internet	-	-	
TOTAL : VENTES MARCHANDISES	-	-	
Ventes dans la région	-	-	
Ventes hors région	-	-	
Ventes groupe	-	-	
Ventes sur internet	-	-	
TOTAL: VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	-	-	
Ventes dans la région	162 612 956 049	134 945 842 707	21%
Ventes hors région	-	-	
Ventes groupe	-	-	
Ventes sur internet	-	-	
TOTAL : VENTES DE TRAVAUX ET SERVICES VENDUS	162 612 956 049	134 945 842 707	21%
Produits accessoires	-	-	
TOTAL : CHIFFRES D'AFFAIRES	162 612 956 049	134 945 842 707	21%
Production immobilisée	-	-	
Subvention d'exploitation	-	-	
Autres produits	125 000 000	-	
TOTAL : AUTRES PRODUITS	125 000 000	-	
TOTAL	162 737 956 049	134 945 842 707	21%

Commentaire :

* Justifier toute variation significative

* Détailler, produits, intermédiaires, produits résiduels, produits accessoires, autres produits si significatifs.

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
 Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
 Durée (en mois) : **12**

NOTE 22
ACHATS

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Achats dans la région	-	-	
Achats hors région	-	-	
Achats groupe	-	-	
TOTAL : ACHATS DE MARCHANDISES	-	-	
Achats dans la région	-	-	
Achats hors région	-	-	
Achats groupe	-	-	
TOTAL: ACHATS MATIERES PREMIERES ET FOURNITURES LIEES	-	-	
Matieres consommables	-	-	
Matieres combustibles	-	-	
Produits d'entretien	-	-	
Fournitures d'atelier, d'usine et de magasin	-	-	
Eau	-	-	
Electricité	160 404 829	140 431 950	14%
Autres charges	671 100 000	341 000 000	97%
Fournitures d'entretien	-	-	
Fournitures de bureau	52 934 336	229 870 802	-77%
Petit matériel et outillages	800 000	1 900 000	-58%
Achats études, prestations de services, de travaux matériels et équipements	263 438 859	178 547 101	48%
Achats d'emballages	-	-	
Frais sur achats	-	-	
Remises rabais, remises et ristournes	-	-	
TOTAL : AUTRES CHARGES	1 148 678 024	891 749 853	29%

Commentaire :

* Commenter toute variation significative

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
Durée (en mois) : **12**

NOTE 23
TRANSPORTS

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Transports sur ventes	-	-	
transports pour le compte de tiers	-	-	
Transport du personnel	-	-	
Transports de plis	-	-	
Autres transports	20 234 000	821 122 574	-98%
TOTAL	20 234 000	821 122 574	-98%

Commentaire :

* Commenter toute variation significative

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
Durée (en mois) : **12**

NOTE 24
SERVICES EXTERIEURS

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Sous-traitance générale	-	-	
locations et charges locatives	-	429 525 000	-100%
Redevances de loaction acquisition	-	-	
Entretien, réparations et maintenance	148 752 000	134 180 070	11%
Primes d'assurance	32 886 494	20 038 026	64%
Etudes, recherches et documentation	47 374 000	29 500 000	61%
Publicité, publicatipns, relations publiques	303 282 420	362 198 943	-16%
Frais de télécommunications	327 660 338	310 842 666	5%
Frais bancaires	745 148 707	682 483 272	9%
Rémunérations d'intermédiaire et de conseils	939 128 004	1 502 531 224	-37%
Frais de formation du personnel	914 261 088	481 191 432	90%
Redevances pour brevets, licences, logiciels, concession et droits similaires	-	-	
Cotisations	-	-	
Rémunérations de personnel extérieur à l'entreprise	-	-	
Autres charges exernes	40 592 450 369	4 689 926 340	766%
TOTAL :	44 050 943 420	8 642 416 973	410%

Commentaire :

* Commenter toute variation significative

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
Durée (en mois) : **12**

NOTE 25
IMPOTS ET TAXES

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Impôts et taxes directs	378 185 774	245 125 427	54%
Impôts et taxes indirects	-	-	
Droits d'enregistrement	15 520 000	-	
Pénalités et amendes fiscales	-	-	
Autres impôts et taxes	-	-	
TOTAL	393 705 774	245 125 427	61%

Commentaire :

- * Commenter toute variation significative
- * Détailler les pénalités et amendes et indiquer la cause

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
Durée (en mois) : **12**

NOTE 26
AUTRES CHARGES

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Pertes sur créances clients	-	-	
Pertes sur autres débiteurs	-	-	
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	-	-	
Valeur comptable des cessions courantes d'immobilisations	-	-	
Indemnités de fonction et autres rémunérations d'administrateurs	774 997 060	703 000 000	10,2%
Dons et mécénat	-	-	
Autres charges diverses	269 331 200	209 810 675	28,4%
Charges pour provisions et provisions pour risques à court terme d'exploitation (voir note 28)	-	-	
TOTAL :	1 044 328 260	912 810 675	14,4%

Commentaire :

- * Commenter toute variation significative
- * Indiquer la date du PV de l'AGO ou du CA qui fixe les rémunérations des administrateurs
- * Indiquer les organismes bénéficiaires des dons

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
Durée (en mois) : **12**

NOTE 27A
CHARGES DE PERSONNEL

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Rémunérations directes versées au personnel	3 949 981 341	3 415 540 389	15,65%
Indemnités forfaitaires versées au personnel	1 672 553 528	2 041 495 302	-18,07%
Charges sociales	136 800 000	111 819 246	22,34%
Rémunérations et charges sociales de l'exploitant individuel	-	-	
Rémunération transférée de personnel extérieur	-	-	
Autres charges sociales	302 144 685	44 720 000	575,64%
TOTAL :	6 061 479 554	5 613 574 937	7,98%

Commentaire :

- * Commenter toute variation significative
- * Indiquer la nature et la durée du contrat du personnel extérieur

NOTE 29
CHARGES ET REVENUS FINANCIERS

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Intérêts des emprunts	-	-	
Intérêts dans les loyers de locations acquisitions	-	-	
Escomptes accordées	-	-	
Autres intérêts	-	-	
Escompte des effets de commerce	-	-	
Pertes de change	934 115 261	3 173 216 768	-71%
Pertes sur cessions de titres de placement	-	-	
Malis provenant d'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants	-	-	
Pertes sur risques financiers	-	-	
Charges pour dépréciation et provisions à court terme à caractère financier (voir note 28)	-	-	
SOUS TOTAL : FRAIS FINANCIERS	934 115 261	3 173 216 768	-71%
Intérêts de prêts et créances diverses	-	-	
Revenus de participations	-	301 044 450	-100%
Escomptes obtenus	-	-	
Revenus de placement	-	-	
Intérêt dans loyers de location financement	-	-	
Gains de change	526 364 479	349 581 516	51%
Gains sur cessions de titres de placements	-	-	
Gains sur risques financiers	-	-	
Reprise de charges pour dépréciation et provisions à court terme à caractère financier (voir note 28)	-	-	
SOUS TOTAL : REVENUS FINANCIERS	526 364 479	650 625 966	-19%
TOTAL	407 750 782	2 522 590 802	-84%

Commentaire :

* Commenter toute variation significative

* En cas de paiement à terme, indiquer le montant des intérêts non comptabilisés

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
 Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
 Durée (en mois) : **12**

NOTE 30
AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Charges HAO constatées (1) à détailler	-	100 000 000	-100%
(1).....	-	-	
(1).....	-	-	
Pertes sur créances HAO	-	-	
Dons et libéralités accordés	-	-	
Abandons de créances consentis	-	-	
Charges provisionnées HAO	-	-	
Dotations hors activités ordinaires	-	-	
Participations des Travailleurs	-	-	
SOUS TOTAL : AUTRES CHARGES HAO	-	100 000 000	-100%
Produits HAO constatés (1) à détailler	-	-	
(1).....	-	-	
(1).....	-	-	
Dons et libéralités obtenus	-	-	
Abandons de créances obtenus	-	-	
Transferts de charges HAO	-	-	
Reprises des charges pour dépréciations et provisions à court terme HAO	-	-	
Reprises hors activités ordinaires	-	-	
SOUS TOTAL : AUTRES PRODUITS HAO	-	-	
TOTAL	-	100 000 000	-100%

Commentaire :

* Commenter toute variation significative

Désignation entité : **Société Guinéenne du Patrimoine Minier**
 Numéro d'identification : **985117811**

Exercice clos le **31/12/2023**
 Durée (en mois) : **12**

NOTE 31

REPARTITION DU RESULTAT ET AU ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ DERNIERS EXERCICES

EXERCICES CONCERNES (1)	N	N-1	N-2	N-3	N-4
NATURE DES INDICATIONS					
STRUCTURE DU CAPITAL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (2)	-		-	-	-
Capital Social	10 000 000 000	5 816 927 284	5 816 927 284	5 816 927 284	5 816 927 824
Actions ordinaires	-	-	-	-	-
Actions à dividendes prioritaires (A.D.P) sans droit de vote	-	-	-	-	-
Actions nouvelles à émettre :	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE (3)	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires hors taxes	162 612 956 049	134 945 842 707	67 773 683 536	48 534 697 443	52 209 762 256
Résultat des activités ordinaires (R.A.O) hors dotations et reprises (exploitation et financières)	109 610 836 235	115 579 790 290	21 131 915 496	13 106 360 986	19 909 282 921
Participations des travailleurs aux bénéficiaires	-	-	-	-	-
Impôts sur le résultat	32 603 561 400	34 637 276 100	6 173 068 593	4 431 816 000	5 735 218 504
Résultat net (4)	76 074 977 431	80 060 311 316	14 403 826 716	10 219 765 552	13 382 176 509
RESULTATS PAR ACTIONS	-	-	-	-	-
Résultat distribué (5)	-	-	-	-	-
Dividende attribué à chaque action	-	50 000 000 000	6 000 000 000	5 000 000 000	2 500 000 000
PERSONNEL ET POLITIQUE SALARIALE	6 061 479 554	5 457 035 691	5 486 604 910	5 527 063 988	4 710 264 602
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice (6)	-	-	-	-	-
Effectif moyen de personnel extérieur	29	29	24	24	24
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice (7)	5 622 534 869	5 457 035 691	5 963 346 938	5 527 063 988	4 710 264 602
Avantages sociaux versés au cours de l'exercice (8) (Sécurité sociale, Œuvres sociales)	438 944 685	156 539 246	355 178 385	308 799 375	308 799 375
Personnel extérieur facturé à l'entité	-	-	-	-	-

(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation de l'assemblée	(6) Personnel propre
(2) Indication, en cas de libération partielle du capital, du montant du capital non appelé	(7) Total des comptes 661,662,663
(3) les éléments de cette rubrique sont ceux figurent au compte de résultat	(8) Total des comptes 664,668
(4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèses	(9) compte 667
(5) l'exercice n correspond au dividende proposé du dernier exercice	

NOTE 34

FICHE DE SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

(EN MILLIERS DE FRANCS)	Année N	Année N-1	Variation en %
ANALYSE DE L'ACTIVITE			
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION			
CHIFFRE D'AFFAIRES	162 612 956	134 945 843	21%
MARGE COMMERCIALE	-	-	
VALEUR AJOUTÉE	116 080 067	123 432 617	-6%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	110 018 587	117 819 042	-7%
RESULTAT D'EXPLOITATION	109 086 290	117 320 178	-7%
RESULTAT FINANCIER	- 407 751	- 2 522 591	-84%
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	108 678 539	114 797 587	-5%
RESULTAT HORS ACTIVITES ORDIAIRES	-	- 100 000	-100%
RESULTAT NET	76 074 977	80 060 311	-5%
DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT			
Excedent Brut d'Exploitation	110 018 587	117 819 042	-7%
Valeur comptables des cessions courantes d'immobilisation (compte 654)	-	-	
Produits des cessions courantes d'immobilisation (compte 754)	-	-	
EBE hors flux de cessions courantes d'immobilisations	110 018 587	117 819 042	-7%
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION			
Revenus financiers (+)	-	301 044	-100%
Gains de change (+)	526 364	349 582	51%
Transferts de charges financières (+)	-	-	
Produits HAO (+)	-	-	
Transferts de charges HAO (+)	-	-	
Frais financiers (-)	-	-	
Pertes de change (-)	- 934 115	- 3 173 217	-71%
Charges HAO (-)	-	- 100 000	-100%
Participations (-)	-	-	
Impôts sur les résultats (-)	- 32 603 561	- 34 637 276	-6%
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G)	77 007 275	80 559 175	-4%
distribution de dividendes opérées durant l'exercice (a)	- 50 000 000	- 10 000 000	400%
AUTOFINANCEMENT	27 007 275	70 559 175	-62%
ANALYSE DE LA RENTABILITE			
Rentabilité économique = Résultat d'exploitation (a)/capitaux propres+ dettes financières (*)	56%	75%	-19%
Rentabilité financière = Résultat net/Capitaux propres	56%	73%	-17%
ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE			
(+) Capitaux propres et ressources assimilées	135 678 133	109 603 156	24%
(+) Dettes financières* et autres ressources assimilées (b)	-	-	
(=) Ressources stables	135 678 133	109 603 156	24%
(-) Actif immobilisé	- 35 581 897	- 19 340 402	84%
(=) FONDS DE ROULEMENT (1)	100 096 236	90 262 754	11%
(+) Actif circulant d'exploitation (b)	2 584 470	2 617 716	-1%
(-) Passif circulant d'exploitation (b)	- 22 265 728	- 31 988 235	-30%
(=) BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (2)	- 19 681 257	- 29 370 520	-33%
(+) Actif circulant HAO (b)	-	-	
(-) Passif circulant HAO (b)	-	-	
(=) BESOIN DE FINANCEMENT HAO (3)	-	-	
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4)=(2)+(3)	- 19 681 257	- 29 370 520	-33%
TRESORERIE NETTE (5)=(1) - (4)	119 777 493	119 633 274	0%
CONTRÔLE : TRESORERIE NETTE = (TRESORERIE-ACTIF) - (TRESORERIE - PASSIF)	119 777 493	119 633 274	
ANALYSE DE LA VARIATION DE LA TRESORERIE			
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	67 318 012	102 610 285	-34%
(-) Flux de trésorerie des activités d'investissement	- 17 173 793	- 4 707 277	265%
(+) Flux de trésorerie des activités de financement	- 50 000 000	- 10 000 000	400%
(=) VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE DE LA PERIODE	144 219	87 903 008	-100%

(a) Résultat d'exploitation après impôt théorique sur le bénéfice

(b) Les écarts de conversion doivent être éliminés afin de ramener les créances et les dettes concernées à leur valeur initiale
 dettes financières* : emprunts et dettes financières diverses + dettes de location acquisition

RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2023

(En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés)

En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA sur le droit des sociétés commerciales et du G.I.E, nous vous présentons notre Rapport Spécial sur les conventions réglementées, conformément à l'article 438 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés commerciales et du GIE.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

En application de l'article 440 alinéa 2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA sur le droit des sociétés commerciales et du G.I.E, nous n'avons été informés d'aucune convention conclue au préalable au cours de l'exercice 2023.

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA sur le droit des sociétés commerciales et du G.I.E, nous n'avons été informés d'aucune convention conclue au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2023.

3. Conventions qui n'ont pas fait l'objet d'autorisation préalable du conseil d'administration

Au cours de nos travaux, nous n'avons pas constaté de convention règlementée.

Conakry, le 25 janvier 2024

Le Commissaire aux comptes
Audit Guinée



Bachir TOURE
Associé

**ATTESTATION SUR LE MONTANT GLOBAL DES SALAIRES
VERSEES AUX CINQ SALARIES LES MIEUX REMUNERES**

CERTIFICATION PAR LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Nous soussignons, le cabinet Audit Guinée SARL, Commissaire aux comptes de la société Guinéenne de Patrimoine Minier, S.A.U. (SOGUIPAMI), certifions exact le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées attesté ci-dessus.

Conakry, le 25 janvier 2024

**Le Commissaire aux comptes
Audit Guinée**



**Bachir TOURE
Associé**



Conakry, le 09 Janvier 2024

ATTESTATION DES REMUNERATIONS

PREVUE A L'ARTICLE 525 DE L'ACTE UNIFORME DE L'OHADA RELATIF AU DROIT DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET DU GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE

Le Montant global des sommes versées (rémunérations directes ou indirectes) aux cinq personnes les mieux rémunérées de la Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI) au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2023 est de deux milliards cent quarante-trois millions deux cent quarante-huit mille six cent vingt-huit (GNF 2.143.248.628) francs guinéens.



Le Directeur Général

Aboubacar Kagbé TOURE



Audit Guinée

Immeuble Petit Centre
2^{ème} Etage Kaloum
BP 1757 – Conakry
République de Guinée

Téléphone :(+ 33)684 228 318
Téléphone :(224) 628 233 390
NIF : 519404552
E-mail : auditguinee@yahoo.fr

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
REMUNERATIONS ET REMBOURSEMENT DE FRAIS DE VOYAGE
AU PROFIT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES REMUNERATIONS ET
REMBOURSEMENT DE FRAIS DE VOYAGE AU PROFIT DES MEMBRES DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2023

(En application de l'article 432 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés)

En application de l'article 432 de l'Acte Uniforme de l'OHADA sur le droit des sociétés commerciales et du G.I.E, nous vous présentons notre Rapport Spécial sur les rémunérations normales et exceptionnelles, ainsi que sur les remboursements de frais de voyage au profit des membres du Conseil d'Administration de la société Guinéenne de Patrimoine Minier, S.A.U. (SOGUIPAMI), au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Nous avons mené notre mission selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinée à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Dans le cadre normal, la rémunération globale perçue par les administrateurs non exécutifs au cours de l'exercice 2023 a été de GNF 700 000 000. Au titre de l'article 432, nous vous informons que nous n'avons pas relevé ni de rémunération exceptionnelle ni de remboursement de frais de voyage au profit des membres du Conseil d'Administration au cours de cette période.

Ainsi, conformément à la loi et aux statuts de la société, il vous appartiendra de vous prononcer sur le présent rapport spécial.

Conakry, le 25 janvier 2023

Le Commissaire aux comptes

Audit Guinée



Bachir TOURE

Associé Associé-Gérant